

Coup de pouce pour Sion et les aérodomes régionaux

AVIATION Sion fait partie des aérodomes régionaux qui bénéficieront d'un soutien financier durable de la Confédération suite au soutien délivré par le Conseil national.



Les aérodomes régionaux bénéficieront d'un soutien financier durable de la Confédération et c'est tout bénéfice pour Sion. Sacha Bittel / A

Sion est concerné

Les aérodomes régionaux bénéficieront d'un soutien financier durable de la Confédération. Le National a accepté jeudi par 101 voix contre 67 une motion du Conseil des Etats visant à créer des bases légales pour assurer un tel financement.

L'aviation civile traverse une crise majeure en raison du Covid-19 et les petits aérodomes régionaux sont particulièrement touchés, souligne la Commission des transports et des télécommunications du National dans son rapport. Selon le programme pluriannuel 2020 à 2023, la Confédération verse des contributions au contrôle d'approche et de départ sur les aérodomes régionaux à hauteur de 30 millions de francs par an. Le conseiller aux Etats Benedikt Würth (Le Centre/SG), à l'origine de la motion, craint toutefois que cette manne ne soit revue à la baisse.

Il constate en outre que depuis 2016, il n'est plus autorisé d'accorder des subventions croisées aux aérodomes régionaux à partir des redevances de navigation aérienne perçues auprès des aéroports nationaux. Les exploitants d'aérodomes ont ainsi vu leurs charges augmenter d'environ 7 millions de francs par an.

Or les aérodromes régionaux (Berne-Belp, Buochs, Lugano-Agno, Samedan, Saint-Gall-Altenrhein, Sion, Granges, La Chaux-de-Fonds – Les Eplatures) remplissent d'importantes fonctions pour le secteur aéronautique, l'économie et la sécurité du pays. Le Conseil fédéral soutenait la motion, combattue par la gauche et les Vert'libéraux. Les aérodromes régionaux attirent les jets privés et les vols d'affaires, un secteur qui produit dix fois plus de gaz à effet de serre que les vols commerciaux, a critiqué Isabelle Pasquier (Verts/GE).

Alors que l'on lutte contre le réchauffement, la nécessité de subventionner ce secteur n'est pas indiscutable, a-t-elle ajouté. Selon elle, c'est aux utilisateurs de payer pour ces infrastructures, et non à la communauté.